

Principales conclusions de l'édition 2022 de l'enquête « Des risques qui comptent » de l'OCDE (Résumé)

Le rapport complet est disponible en anglais :

OCDE (2023), *Main Findings from the 2022 OECD Risks that Matter Survey*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/70aea928-en>.

Ce rapport présente les principales conclusions de l'édition 2022 de l'enquête « Des risques qui comptent » (*Risks that Matter* - RTM) de l'OCDE, qui apporte des éclairages aux responsables de l'action publique qui s'efforcent d'améliorer les systèmes de protection sociale. L'enquête RTM 2022 sonde 27 000 personnes d'âge actif réparties dans 27 pays de l'OCDE pour connaître leur sentiment vis-à-vis de la santé de l'économie et des systèmes de protection sociale. Ces personnes ont été interrogées sur les risques qui les préoccupent, leur satisfaction à l'égard de leur système national de protection sociale, et leur opinion quant aux politiques publiques à même de renforcer leur sécurité sur le plan social et économique.

Le dernier cycle de l'enquête RTM a été mené alors que l'augmentation du coût de la vie se poursuivait, et que les incertitudes quant à l'approvisionnement en énergie étaient vives fin 2022. Elle fournit donc des informations sur la manière dont les ménages font face à la hausse des prix alors qu'ils se relèvent de la pandémie, sur fond de menaces à plus long terme pesant sur les systèmes de protection sociale, comme les tensions sur les systèmes de santé, l'évolution du monde du travail ou le vieillissement démographique.

Il ressort du rapport que les risques financiers personnels figurent au premier rang des préoccupations des répondants, qui semblent de plus en plus inquiets à ce sujet. Par rapport aux cycles précédents, les répondants à l'enquête de 2022 considèrent que leur situation financière s'est détériorée en un an, en moyenne dans l'ensemble des pays considérés. Ils sont également plus pessimistes quant à l'avenir. Ces résultats sont d'autant plus notables que le cycle 2020 de l'enquête s'était déroulé sur le terrain dans un contexte fortement empreint d'incertitude en raison de la crise du COVID-19, le cycle 2022 s'étant déroulé alors que le marché du travail se redressait à l'issue de la crise sanitaire.

Certaines sous-catégories de répondants s'en sortent moins bien que les autres : les ménages modestes, les femmes et les jeunes sont ainsi plus susceptibles de se déclarer préoccupés par la précarité

économique. Les adultes plus âgés sont quant à eux davantage préoccupés par l'accès aux soins de santé au cours des deux prochaines années que par leur situation financière.

La satisfaction à l'égard de la protection sociale est relativement élevée dans les domaines de l'éducation, de la sécurité publique, et de la santé. Elle est moindre s'agissant de la prise en charge de la dépendance, de l'invalidité et des besoins liés à l'incapacité, et des services de logement. Toutefois, il est important de noter qu'une amélioration est possible dans tous ces domaines. Dans l'ensemble, moins de la moitié des répondants estiment pouvoir accéder aux services publics clés répertoriés, ce qui correspond à la proportion enregistrée en 2020.

De nombreux répondants doutent également de la fiabilité de l'aide publique. Près de la moitié (46 %) des répondants estiment qu'ils ne pourraient pas bénéficier facilement d'aides publiques s'ils en avaient besoin. Ils doutent en outre que le niveau d'aide au revenu soit suffisant pour compenser les pertes de revenus ponctuelles liées à une maladie, une incapacité, un épisode de chômage ou une naissance.

Les répondants demandent à l'État de relever le double défi qui consiste à assurer la sécurité économique tout en améliorant l'accès à des soins de santé de qualité. Comme lors des cycles précédents de l'enquête, les répondants privilégient une hausse des dépenses publiques dans les trois principaux domaines que sont la santé, les pensions de vieillesse et les soins de longue durée pour les personnes âgées. Cet accent mis sur la santé et la prise en charge de la dépendance corrobore les résultats des cycles précédents de l'enquête et l'on peut considérer qu'il s'inscrit dans le cadre d'une tendance de long terme. Dans l'ensemble des pays, 60 % des répondants déclarent souhaiter que leur pays taxe davantage les riches afin de venir en aide aux populations modestes.

De nombreux facteurs influent sur la perception des risques et les demandes d'intervention des pouvoirs publics, et l'enquête « Des risques qui comptent » offre un outil de mesure utile aux pays désireux de comprendre comment leurs systèmes de protection sociale sont perçus. Les pouvoirs publics pourraient réfléchir aux moyens de faire en sorte que leurs interventions aient les effets souhaités sur les populations visées en s'appuyant sur les données existantes et des méthodes adaptées d'évaluation des politiques. Ils pourront ainsi s'assurer que les dépenses publiques aient un impact optimal, visible et bénéfique pour la population.